

**Direction de la Prévision et de la Prospective**

**La situation économique en 2020**

**et ses perspectives en 2021**

**juillet 2020**

**BUDGET ECONOMIQUE EXPLORATOIRE 2021**

 ***AVANT-PROPOS***

Le Haut-Commissariat au Plan élabore le Budget Economique Exploratoire 2021 qui présente une révision de la prévision de la croissance économique nationale en 2020, ainsi que ses perspectives pour l’année 2021. Ce budget est de nature à permettre au gouvernement et aux acteurs socio-économiques de prendre conscience de l'évolution économique prévisible en 2021.

L’élaboration du Budget Economique Exploratoire 2021 intervient dans un contexte inédit marqué par une crise sanitaire qui a débuté en Chine et s’est propagée dans le monde entier. L’Europe notre principal partenaire économique en devrait être fortement impactée.

Ainsi depuis son apparition au Maroc début mars, une batterie de mesures a été mise en place favorisant la santé publique. Confinement et fermeture des frontières ont été les principales décisions prises pour faire face à la propagation du virus causant ainsi l’arrêt partiel ou total de quelques activités économiques. Pour faire face à cette situation, un Fonds spécial de gestion de la pandémie a été créé, sous l’égide de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, et dirigé par un Comité mixte composé du secteur public et privé.

Le contexte actuel rend toute prévision complexe à établir, suite à l’incertitude qui règne à la fois au niveau international et national, à savoir le manque de visibilité qui marque l’évolution de la pandémie, les étapes de sortie du confinement et l’éventuel deuxième vague de contagion après le dé-confinement.

L’élaboration du présent budget tient compte des perspectives économiques mondiales, établies par les différents organismes internationaux, notamment le FMI, l’OCDE, la Commission Européenne et la Banque Mondiale. Ce budget tient compte également des données de la comptabilité nationale, des résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d’analyse de conjoncture menés par le Haut-Commissariat au Plan. Il se base aussi sur les données monétaires, issues de Bank Al Maghrib, les données financières fournies par le Ministère de l’Economie et des Finances et aussi sur les statistiques des échanges extérieurs fournies par l’Office des Changes.

Les prévisions pour l’année 2021 sont basées sur la réalisation d’une production moyenne durant la campagne agricole 2020/2021 et la reconduction, durant l’année 2021, de la politique budgétaire de l’Etat mise en vigueur en 2020.

Les perspectives présentées ci-après seront modifiées lors de l'élaboration du budget économique prévisionnel 2021, qui sera publié au mois de janvier prochain pour tenir compte des actions de politiques économiques retenues dans la Loi de Finances 2021, ainsi que des évolutions éventuelles que connaîtrait l'environnement économique national et international.

**PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

2,5

-5,8

3,7

-5,3

-4,6

-5,7

1,3

-0,4

18,2

16,3

4,4

6,9

3,6

7,4

80,5

92,0

* **Produit Intérieur Brut**
* **Valeur ajoutée non agricole**
* **Valeur ajoutée primaire**
* **Inflation**
* **Déficit commercial**
* **Besoin de financement**
* **Déficit budgétaire**
* **Taux d’endettement global**

**2019**

**2020**

**2021**

4,4

3,6

9,1

1,2

16,9

6,8

5,0

89,9

**EVOLUTION DE LA CROISSANCE NATIONALE (EN %)**

**PRINCIPAUX RATIOS (EN % DU PIB)**

Allègement

 *Baisse*

Creusement

 *Accroissement*

1. **Environnement international :**

***Une profonde récession mondiale en 2020 plus intense que celle causée par la crise financière mondiale de 2008-2009***

**L'économie mondiale** devrait enregistrer une forte récession en 2020 sous l’effet du choc brutal produit par la pandémie (COVID-19) et par les mesures drastiques d’arrêt de l’activité et du confinement de la population. Ces mesures, prises par les différents gouvernements cherchant à contenir la crise sanitaire, devraient causer de lourdes conséquences sur le fonctionnement des économies déjà fragilisées notamment par le conflit commercial sino-américain, et par les tensions géopolitiques.

L’activité mondiale, fortement désorganisée cette année par le bouleversement de la production, de la consommation et des échanges commerciaux, devrait entrainer des effets désastreux sur le marché de travail au niveau mondial. D’autre part, la dégradation des revenus et les mesures de relance budgétaire devraient contribuer considérablement au creusement des déficits publics et à l’augmentation de l’endettement.

Certes, les gouvernements et les banques centrales du monde ont mis en œuvre des mesures de grandes ampleurs pour soutenir la trésorerie des entreprises et les revenus des ménages. Toutefois, ces efforts ne devraient pas empêcher une récession économique mondiale estimée à 4,9% en 2020[[1]](#footnote-2).  En 2021, l’économie mondiale devrait connaître un redressement d’environ 5,4%, soutenue par une relance budgétaire importante et une poursuite de l’assouplissement de la politique monétaire.

Cependant, une forte incertitude entoure ces prévisions, tant la contraction que la reprise qui devraient dépendre essentiellement de l'impact de la pandémie sur l’offre et la demande, ainsi que de la durée et de l'efficacité des mesures du confinement, des politiques de relance et de soutien de l'emploi.

**Dans le groupe des pays avancés,** où des décélérations sont attendues, **le PIB global** devrait chuter de 8% en 2020 au lieu de 1,7% en 2019.

 **Aux Etats Unis,** la richesse et les revenus disponibles devraient se contracter avec les pertes d’emplois et l’effondrement des marchés boursiers, ce qui fragiliseraitla consommation, principale locomotive de l’économie. De même, la baisse des prix du pétrole devrait considérablement réduire les investissements notamment dans le secteur énergétique à fort effet de levier.

Malgré les mesures de stimulation de grande envergure pour stabiliser le système financier offertes par la Réserve fédérale américaine et le soutien budgétaire du gouvernement aux entreprises, les diminutions de la production devraient atteindre des proportions historiques et le chômage devrait fortement augmenter. Dans ces conditions, la croissance devrait chuter de près de 8% en 2020. En 2021, l’économie américaine devrait rebondir à 4,5%, dans un contexte de reprise présumée de la confiance des consommateurs et des investisseurs.

La récession économique devrait être plus intense **dans la zone euro,** avec une croissance négative de 10,2% en 2020 avant de rebondir à 6% en 2021. Une incertitude élevée, des pénuries de liquidité et une baisse de la rentabilité devraient entraîner une forte baisse des investissements. Les exportations devraient reculer suite aux restrictions de production et aux graves répercussions de la crise sanitaire sur plusieurs secteurs notamment le secteur du tourisme et celui de l’automobile. De son côté, la consommation privée devrait baisser suite notamment à la baisse du revenu disponible réel et à l’augmentation d’une épargne forcée.

À l'avenir, alors que les pays de la zone euro assouplissent progressivement les mesures de verrouillage, la consommation privée devrait rebondir. Quant à l'investissement des entreprises, la vitesse de la reprise diverge considérablement d'un pays à l'autre, reflétant les différences de taille de l'effondrement initial. Toutefois, un chômage élevé et un dénouement des transferts budgétaires nets devraient constituer un frein à la reprise.

**Quant aux pays émergents et en développement,** l'impact de la pandémie devrait être aggravé dans certains pays par un choc simultané des prix des produits de base et une forte détérioration des conditions de financement. Ainsi, leurs économies devraient se détériorer en 2020 avec une croissance globale de - 3% au lieu d’une hausse de 3,7% en 2019. Le revenu par habitant devrait ainsi fortement se contracter, entraînant la première augmentation nette de la pauvreté dans le monde depuis plus de vingt ans. Un rebond de 5,9% devrait être attendu en 2021, serait principalement dû à la dissipation de la pandémie mondiale et à la normalisation de la dynamique de croissance en Chine. Tandis qu’une reprise limitée de la croissance devrait s'imposer en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique.

**L'économie Chinoise**, qui avait tendance à décélérer légèrement ces dernières années dans un contexte de ralentissement de la demande intérieure et d'escalade des tensions économiques avec les États-Unis, devrait connaitre un fort ralentissement en 2020. En effet, les entreprises devraient faire face aux pénuries de financement et à une forte baisse de la demande extérieure, reflétant les perturbations majeures causées par la pandémie. En outre, des facteurs structurels, notamment la diminution de la population active, la baisse de la productivité et la hausse des niveaux d'endettement devraient agir comme un frein supplémentaire à la croissance qui ne devrait pas dépasser 1% en 2020 au lieu de 6,1% en 2019. En 2021, la croissance Chinoise devrait rebondir (pour atteindre 8,2%, reflétant en partie une reprise prévue de la demande mondiale.

D'autres régions devraient connaître de graves ralentissements de l'activité économique, notamment la **Russie** qui devrait être fortement impactée par l’effondrement des prix du pétrole enregistrant ainsi une récession de 6,6% en 2020 et une reprise estimée à 4,1% en 2021. **Au Brésil**, l'économie devrait se contracter de 9,4% cette année, en raison de la chute des investissements et de la faiblesse des prix mondiaux des produits de base. Une reprise de 3,6% devrait être attendue en 2021, reposant sur l'hypothèse d'une disparition progressive des facteurs qui ont pesé sur l'activité en 2020, et du redémarrage du programme de réforme de la fiscalité et de l'environnement des affaires.

Dans ces conditions, **le commerce mondial** qui s’est déjà affaibli en 2019, devrait accuser une contraction de 11,9%. Il est probable que le commerce dans les secteurs ayant des chaînes de valeur complexes, notamment l’électronique et les produits automobiles, devrait chuter plus brutalement. Quant au commerce des services, il pourrait être le plus impacté en raison des restrictions visant les transports et les voyages ainsi que la fermeture de nombreux établissements de vente au détail et d’hébergement. En 2021, parallèlement au redémarrage progressif de la demande intérieure, les échanges mondiaux devraient augmenter de 8%.

**Sur le marché des matières premières,** le fort ralentissement économique causé par la pandémie mondiale devrait entraîner un choc négatif sur la demande des produits de bases. Concernant le **pétrole**, les craintes que les réductions de production convenues par les pays de l'OPEP + ne seraient pas suffisantes pour faire face à la chute de la demande. Elles devraient maintenir la pression à la baisse sur les cours de pétrole qui devraient chuter de 41,1% en 2020 pour atteindre 36,18 USD / baril puis 37,45 en 2021 au lieu de 61,4 USD / baril en 2019. Quant aux prix des autres matières premières, ils devraient continuer leur tendance baissière passant de 0,8 % en 2019 à 0,2% en 2020 avant d’augmenter légèrement de 0,8 en 2021.

Par conséquent, une demande plus faible et une baisse des prix du pétrole devraient ajouter une **pression déflationniste**. Dans les pays avancés, l’indice de prix à la consommation devrait passer de 1,4% en 2019 à 0,3% en 2020 puis à 1,1% en 2021. Dans les pays émergents, il serait aux alentours de 4,5% en 2020 et 2021 au lieu de 5,1% en 2019. **Sur le marché de change**, la parité euro dollar devrait atteindre 1,09 en 2020 et 2021 au lieu de 1,11 en 2019.

Cet environnement économique international défavorable devrait impacter négativement l’économie marocaine suite notamment à la décélération des transferts des MRE et des recettes de voyages et des IDE au Maroc. De même, les exportations marocaines devraient fléchir suite au recul **de la demande mondiale adressée à notre pays.** Celle-ci devrait subir l’impact de la forte récession économique enregistrée par nos partenaires européens notamment la France, l’Espagne, l’Italie et l’Allemagne qui accaparent plus de la moitié des exportations marocaines avec une part de **53,5%**. Ainsi la demande étrangère adressée au Maroc qui augmentait d’une moyenne de 3,3% entre 2011 et 2018, devrait subir une chute estimée à 16,2% avant de se rétablir en 2021 à 12,2%.

1. **Evolution de l’économie nationale en 2020**

***Récession économique nationale en 2020 sous l’effet conjoint de la sécheresse et de la pandémie.***

L’économie marocaine connaîtrait une récession en 2020, la première depuis plus de deux décennies, sous l’effet conjugué de la sécheresse que connaît le pays et de la propagation de la pandémie. Plus pire que la crise financière de 2008, cette pandémie mondiale entraînerait des effets désastreux sur l’activité économique nationale. Plusieurs secteurs clés
subiraient les conséquences néfastes de cette crise sanitaire et économique, dont principalement le secteur du tourisme, du transport et de l’industrie de transformation. Ce dernier devrait souffrir notamment de la baisse de la demande à l’international en provenance notamment du continent Européen.

 L**a campagne agricole 2019/2020** s’est caractérisée par un déficit pluviométrique, pour la deuxième année consécutive, avec des précipitations limitées à 253 mm, portant le niveau de remplissage des barrages à 48% contre 65% l’année dernière. Le secteur agricole serait marqué par une production céréalière estimée à 30 millions de quintaux (16,5 MQx blé tendre, 7,5 MQx blé dur et 5,8 MQx orge), en baisse de 42%, par rapport à la campagne agricole précédente.

Les aléas climatiques devraient également impacter les autres cultures non céréalières, mais à un degré moindre. Quant au secteur de l’élevage, les dernières précipitations enregistrées, devraient permettre d’atténuer les effets négatifs de la sécheresse et d’améliorer les ressources fourragères des parcours.

S’agissant des activités de **la pêche maritime**, celles-ci devraient connaître un fléchissement, comme en témoigne la contre-performance de la commercialisation des produits de la pêche côtière et artisanale suite aux effets du confinement.

Compte tenu de ces évolutions, le **secteur primaire** devrait dégager une valeur ajoutée en repli de 5,7% en 2020 après avoir régressé de 4,6% en 2019, contribuant ainsi encore une fois négativement à la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de -0,4 point.

S’agissant **des activités non agricoles**, elles devraient connaitre un net recul, en liaison principalement avec l’impact négatif de la crise sanitaire. Au niveau du secteur secondaire, les activités de l’industrie de transformation devraient afficher une régression de près de 5,6% en 2020 après un affermissement de 2,8% en 2019. Cette baisse d’activité émanerait d’une part, du repli de la demande étrangère adressée au Maroc, notamment en provenance de l’Union Européenne, et d’autre part, des perturbations au niveau des chaînes de logistiques et d’approvisionnement en intrants, devenus de moins en moins disponibles, à cause de la crise du Covid-19.

Dans ces conditions**, les activités des industries mécaniques métallurgiques** et électriques devraient connaître une décroissance de 7,9% contre une évolution de 4,7% en 2019. Le secteur automobile, qui représente 27% des exportations totales, devrait être fortement touché par cette crise de coronavirus, puisque la production d’assemblage dépend fortement des intrants importés d’autres pays où plusieurs usines étaient en arrêt.

De même, le secteur aéronautique, opérant dans une configuration de chaîne de valeurs mondialisée, devrait être largement affecté par les décisions de fermeture des usines des avionneurs et des équipementiers aéronautiques à l’étranger et par la crise des compagnies aériennes.

Pour sa part, **l’industrie agroalimentaire** devrait afficher un rythme de croissance en baisse de 2% en 2020, contre une évolution de 1,1% l’année précédente. Vue la conjoncture difficile engendrée par la pandémie du Covid-19 et l’entrée en vigueur de l’état d’urgence sanitaire, les activités agroalimentaires continueraient d’assurer l’approvisionnement normal et suffisant du marché national en produits alimentaires. Cependant, certaines activités du secteur risqueraient de voir leur production bloquée face au manque d’approvisionnement en matières premières et en produits intermédiaires.

Quant à **l’industrie du textile et du cuir**, l’activité devrait enregistrer une chute de 14,6% en 2020 contre une hausse de 3,1% en 2019, suite à la baisse de la demande associée aux problèmes de la logistique, notamment en Espagne et en France ; ces deux pays absorbaient près de 60% des exportations du secteur. De ce fait, les perturbations que traversent les groupes internationaux de ce secteur devraient impacter négativement l’expansion de al production des entreprises marocaines.

En revanche**, les activités des industries chimiques et para-chimiques** devraient afficher une certaine résilience, en enregistrant une amélioration de leur valeur ajoutée de 2% en 2020 après 5,6% enregistrée en 2019. C’est en particulier l’industrie des engrais chimiques orientée vers l’export, qui devrait bien profiter de l’accroissement de la demande Brésilienne et Africaine, notamment, en provenance du Nigéria et l'Éthiopie.

Parallèlement, la crise sanitaire devrait aggraver la situation alarmante de l’activité du **secteur du Bâtiment et Travaux Publics**. Ainsi, un repli de 12% de sa valeur ajoutée serait attendu en 2020 après une légère amélioration de 1,7% en 2019. En effet, depuis le début du confinement, de nombreux chantiers devraient être mis en arrêt, dont 90% sont des chantiers immobiliers, à cause de l’absence de la main d’œuvre et des complications au niveau de la distribution des intrants du secteur.

Pour le **secteur minier**, la valeur ajoutée devrait ralentir, enregistrant un taux de croissance de 1,1% en 2020 au lieu de 2,4% durant l’année précédente. En effet, le ralentissement de la production marchande du phosphate roche serait attribuable aux effets de la crise sanitaire sur la demande extérieure adressée au phosphate et ses dérivés, dans un contexte marqué par une baisse de leurs prix au niveau international. Quant à la production des métaux, celle-ci devrait reculer en 2020, impactée par le repli des cours des métaux et la fermeture de la majorité des sites miniers en raison de la sécurité sanitaire.

S’agissant du **secteur énergétique**, le rythme de croissance de sa valeur ajoutée devrait se replier de 11% en 2020 contre un net rebondissement de 13,2% enregistré une année auparavant. L’affaiblissement de la production de l’énergie électrique serait dû au fléchissement de la consom­mation d’électricité en lien avec le ralentissement de l’activité industrielle et de la demande extérieure en électricité notamment de l’Espagne.

En raison des mesures de distanciation sociale et de fermeture des frontières aériennes et maritimes des passagers, le secteur du tourisme serait le plus touché par la pandémie du covid-19. Faisant face à un arrêt quasi-total d’activité depuis mi-mars 2020, le secteur touristique devrait connaitre une année très difficile, en enregistrant un taux de croissance négative estimé à 57% contre une évolution de 3,7% un an auparavant. Cette situation devrait engendrer un effondrement des recettes touristiques et de grandes pertes d’emplois. S’ajoutant à cela la faillite qui devrait menacer de nombreuses entreprises d’activités d’hébergement et de restauration, des agences de transport et de location de voitures. En conséquence, la relance du secteur devrait être très difficile voire très lente, vu la limitation de déplacement même après le dé-confinement.

Etant fortement corrélée à **l’activité touristique**, l’activité du secteur du transport serait aussi impactée par cette pandémie, et devrait afficher un fléchissement de sa valeur ajoutée de près de 8,9% en 2020 contre une croissance de 6,6% enregistrée en 2019. Cette contreperformance trouve son origine dans les mesures prises pour l’endiguement de la pandémie notamment celles liées à limitation de la mobilité inter et intra pays

Concernant les activités **du commerce**, celles-ci devraient connaitre globalement une évolution négative de 4,7% en 2020 au lieu d’une hausse de 2,4% en 2019. Néanmoins, certaines activités devraient bénéficier de la crise, particulièrement le commerce des produits alimentaires et d’hygiène. En outre, le e-commerce qui est devenu d’une ultime importance, devrait profiter pleinement de cette pandémie, en affichant un grand surcroit de commandes de ménages en période de confinement.

Quant au secteur **des postes et télécommunication**, il devrait être le plus grand bénéficiaire de cette crise sanitaire. Le secteur devrait connaitre un essor de son activité, suite particulièrement au rebondissement du nombre d’unités consommées du mobile et de l’internet, en raison du passage d’une grande partie des salariés au télétravail et la nécessité de poursuivre l’enseignement à distance. Par conséquent, la valeur ajoutée du secteur devrait s’accroitre de près de 6,1% en 2020 contre 0,3% enregistré en 2019.

Quant aux services non marchands, ils devraient connaitre une hausse de 2,3% en 2020 en ralentissement toutefois par rapport à 5% enregistré en 2019.

Dans ces conditions, **le Produit Intérieur Brut devrait**, compte tenu d’une baisse prévue de 9% des impôts et taxes sur produits nets de subventions, devrait enregistrer **une décroissance en volume de 5,8% en 2020** au lieu d’une croissance de 2,5% enregistrée en 2019. Concernant l’évolution des prix intérieurs, le fléchissement des cours des produits énergétiques et des autres matières premières au niveau international, conjuguée à un recul de la demande, devrait entrainer une baisse du niveau général des prix qui se situerait aux alentours de -0,4% au lieu d’une hausse de 1,3% enregistré en 2019.

Dans ce contexte de détérioration de la croissance économique, le marché du travail connaitrait des pertes d’emploi qui atteindraient 712 mille postes sur l’ensemble de l’année 2020. Ainsi, et sous l’hypothèse d’une poursuite de la baisse tendancielle du taux d’activité, ces pertes devraient porter le taux de chômage au niveau national à près de 14,8%, soit une hausse de 5,6 points par rapport au niveau enregistré en 2019.

***Une demande Intérieure en recul, sous l’effet du double choc de la crise sanitaire et de la sécheresse***

Parallèlement à l’offre, les composantes de la demande de l’économie nationale devraient subir les effets négatifs de la crise sanitaire. Les mesures de confinement et de restriction devraient engendrer des changements sur les comportements des marchés et les modes de consommation des ménages. De même, l’investissement devrait afficher un net recul, en raison notamment de l’accentuation du mouvement de déstockage des entreprises, en limitant au maximum leurs besoins de financement dans un contexte de manque de visibilité et d’incertitude.

Ainsi, la **consommation des ménages devrait se replier en 2020**, sous l’effet de des retombées des restrictions sanitaires et des contractions des revenus en lien avec le recul de la production. A cela s’ajoute l’effet de la succession de deux mauvaises années agricoles devraient conduire les ménages à réduire leurs dépenses de consommation, notamment en matière de biens durables, de transport et de restauration et de loisirs. Ainsi, la consommation des ménages devrait enregistrer une évolution négative pour la première fois depuis 1997 et serait de près de - 5,1% en 2020 au lieu d’une hausse de 1,8% une année auparavant. Elle afficherait donc une contribution négative à la croissance du PIB de -2,9 points au lieu d’une contribution positive d’un point en 2019.

Quant aux dépenses de **consommation publique,** elles devraient augmenter de 8,9%, sous l’effet de l'effort financier en faveur du Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19. Sa contribution à la croissance serait ainsi de 1,7 point au lieu de 0,6 point en 2019. Globalement, la **consommation finale nationale** se serait repliée de 1,5% au lieu d’une hausse de 2,1% en 2019, contribuant ainsi négativement de -1,2 points à la croissance du PIB au lieu d’une contribution positive de 1,6 point en 2019.

Par ailleurs, **l’investissement** devrait connaitre un affaiblissement suite au repli de l’investissement en équipement industriel et en immobilier qui restent liés à la postériorité des dépenses d’investissement dans le contexte d’incertitude entourant la vitesse de la reprise économique. Les entreprises devraient reporter leurs investissements, leurs achats de fournitures ou leur embauche d’emplois dans un contexte d’incertitude. Le secteur de la construction, déjà en difficulté, devrait être pénalisé par l’arrêt de chantiers lors de la période de confinement et par la baisse de la demande.

Ainsi, et tenant compte du **recul de la variation des stocks**, attribuable principalement à un mouvement important de déstockage des entreprises suite à la crise sanitaire, conjugué aux retombées de l’année agricole, **l’investissement brut** devrait enregistrer une baisse de **-10% au lieu de 0,8% en 2019**, contribuant ainsi négativement à la croissance économique de 3,2 points au lieu d’une contribution positive de 0,3 point en 2019.

**Au total, la demande intérieure devrait connaitre une baisse** **de 4%** en volume, au lieu d’une hausse de 1,7% en 2019 et 3,4% par an durant la période 2010-2018. Sa contribution à la croissance serait négative de -4,4 points, au lieu d’une contribution positive de 1,9 point en 2019.

***Echanges extérieurs en berne***

Le recul synchronisé des échanges économiques au niveau mondial, n’épargnerait pas les économies avec lesquelles le Maroc entretient des rapports commerciaux étroits notamment la France, l’Espagne et l’Italie. De plus, les mesures entreprises pour l’endiguement de la pandémie devraient nécessiter la suspension de certaines activités économiques en raison des mesures de distanciation sociale. Cette situation devrait être à l’origine d’un déséquilibre simultané de l’offre et de la demande au niveau international.

Les retombées socio-économiques de la pandémie dans les principaux pays partenaires, relatives à la discontinuité de l’activité des unités productives et au déséquilibre du marché d’emploi, devraient impacter significativement les exportations des métiers mondiaux notamment l’automobile dont les principales destinations sont les pays européens les plus touchés par la pandémie.

De même, l’industrie du textile devrait être confrontée, en plus de ses problèmes structurels, à une chute rapide de la demande étrangère. Cependant, la conversion de certaines unités de production des articles de textile à la production des articles médicaux devrait légèrement atténuer les répercussions de la baisse spectaculaire de la demande étrangère de ces produits.

Aussi et en dépit des efforts déployés pour assurer la continuité d’approvisionnement des marchés étrangers et le ralentissement du niveau de la production agricole dans les pays touchés par la pandémie, la fermeture des marchés en raison des mesures de distanciation sociale mises en vigueur, la baisse de la production sur certaines filières agricoles et l’augmentation des coûts relative aux difficultés logistiques au temps de la pandémie, devraient freiner l’expansion des exportations des produits agricoles marocains.

 S’agissant **des importations,** la baisse de la production céréalière, de 42% par rapport à la compagne précédente, devraient augmenter les besoins de l’économie nationale en céréales satisfaits par le recours aux importations auprès des marchés internationaux. De plus, les nécessités en produits et matériaux médicaux pour faire face à la pandémie, devraient se traduire par une hausse importante des importations de cette catégorie de produits.

 Toutefois, les répercussions de l’arrêt total ou partiel que devraient connaitre les activités économiques pendant la période du confinement, devraient contribuer au repli de leurs intrants intermédiaires et de leurs biens d’équipements. En outre, les perspectives du redressement des marchés s’annoncent lentes, ce qui devrait générer un recul des importations des biens d’équipement et demi-produits utilisés dans les processus de production notamment pour les secteurs exportateurs.

En tenant compte de la contreperformance des échanges de services, notamment ceux du voyage et du transport en raison des restrictions mises en place et du recul du transit lié aux échanges de marchandises, **le volume des** **exportations de biens et de services** devraient enregistrer un repli de 10,9% par rapport à une hausse de 5,8% enregistrée 2019. De même, les importations devraient s’inscrire en baisse de 6% au lieu d’une hausse de 3,4% enregistrée l’année précédente. A cet effet **la demande extérieure nette** devrait dégager une contribution négative de -1,4 point à la croissance du PIB au lieu d’une contribution positive de 0,6 points en 2019.

**En terme nominal**, la baisse de la demande globale et le maintien d’une offre satisfaisante sur les marchés mondiaux devraient engendrer une baisse presque générale des prix des matières premières. Le repli des cours des produits énergétiques devrait alléger la facture énergétique importée tandis que la baisse des cours des produits phosphatés devrait pénaliser partiellement les exportations nationales. En tenant compte des évolutions des prix, **les importations de biens et services** devraient s’inscrire en baisse de -10,4% emboitant le pas aux exportations qui devraient enregistrer un recul en valeur de l’ordre de -17,6%. Ainsi et en tenant compte des évolutions nettes des échanges de services, le déficit en ressources devrait atteindre près de 13% du PIB soit une dégradation de 2,5% du PIB par rapport à son niveau en 2019.

En intégrant les flux des revenus des investissements et des transferts des MRE, le déficit du compte courant de la balance des paiements devrait atteindre 6,9% du PIB soit une détérioration de 2,3 points de pourcentage par rapport à son niveau enregistré en 2019.

***Recours au réaménagement de la politique budgétaire pour faire face aux besoins de financement en 2020.***

Au niveau des finances publiques, la pandémie du covid-19 et le gel de l’activité économique nationale durant la période de confinement, devraient induire des effets néfastes sur le budget de l’Etat en 2020 en termes de recettes fiscales.

 Les recettes de l’IS provenant des sociétés opérant dans le secteur des télécommunications, du secteur bancaire ou celui des assurances ne devraient pas être fortement impactées, alors qu’une baisse des recettes est prévue suite aux demandes d’exemption des paiements des acomptes provisionnels des entreprises qui prévoient une chute de leurs résultats en 2020. De son côté, l’impôt sur le revenu devrait être affecté suite à la récession économique due à la sécheresse et aux retombées économique lourdes de la pandémie sur l’activité des entreprises.

 De même, les recettes de la TVA devraient afficher une baisse remarquable suite au repli de la demande amplifiée par l’état et la durée prolongée de confinement. De ce fait, les recettes fiscales devraient accuser une baisse de 10,8% en 2020 pour se situer à 17,5% du PIB au lieu de 18,4% du PIB en 2019. Tenant compte de la hausse des recettes non fiscales à 3,2% du PIB, les recettes ordinaires devraient représenter 21,1% du PIB en 2020 en baisse par rapport à 21,7% en 2019.

Du côté des dépenses, il est à rappeler qu’une grande partie des charges, liées aux mesures de soutien social et économique prises par le Comité de veille, est financée par le fonds de gestion du coronavirus lancé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Les dépenses ordinaires devraient ainsi se maintenir, atteignant 22,7% du PIB. Cependant, les charges liées à la caisse de compensation, devraient se contracter en 2020, suite à la baisse des cours du pétrole et du gaz butane qui lui est directement lié.

Quant aux dépenses d’investissements, et sous l’hypothèse de recourir à des coupes budgétaires, en vue d’adapter la politique budgétaire aux impératifs du contexte pandémique, ces charges devraient baisser de près de 7% maintenant ainsi sa part dans le PIB à 6,1%. Dans ces conditions, les besoins de financement devraient s’accentuer en 2020 pour atteindre près de 7,4% du PIB, dépassant largement le niveau atteint en moyenne annuelle entre les années 2011 et 2013, soit 6,1% du PIB.

***Endettement : Déplafonnement des emprunts extérieurs pour faire face aux exigences de la crise.***

Le Maroc ferait recours à toutes les marges de manœuvre dont il dispose sans puiser dans le stock de devises qui risquerait de baisser fortement en 2020, sous l’effet du repli des flux financiers.

Ainsi, le Maroc devrait faire recours aux emprunts extérieurs supplémentaires dépassant le plafond des financements extérieurs fixé par la loi des finances 2020 à 3,16 MM dollars (31 MMDH). Ce choix se justifie par les mesures urgentes prises pour lutter contre la pandémie, qui devrait imposer des dépenses publiques élevées face à une baisse prévue des recettes de l'État.

Ainsi, ces conditions devraient porter l’encours de la dette extérieure du trésor à 16,7% du PIB et 22,4% de la dette globale du trésor, soit en hausse de 2,7 points et 0,8 point du PIB respectivement par rapport à l’année précédente. Tenant compte de la dette intérieure prévue à 57,7% du PIB, l’endettement global du trésor devrait atteindre 74,4% du PIB en 2020.

Au niveau de la dette extérieure garantie, les trésoreries des entreprises et établissements publics (EEP), engagés dans des investissements de grandes envergures, devraient, sous l’effet de la crise sanitaire, être confrontés en 2020 à de fortes tensions de financement. Parmi les établissements publics les plus touchés, ceux évoluant dans le secteur de transport, notamment l'ONCF, la RAM, l’Autoroute du Maroc et l'ONDA. Dans ces conditions, la dette publique globale dépasserait le seuil de 92% du PIB, en hausse de près de 12 points par rapport à un an auparavant.

***Accentuation du besoin en liquidité bancaire, impactée notamment par la tendance haussière de la circulation fiduciaire amplifiée par les inquiétudes générées par la crise sanitaire.***

L’année 2020 serait marquée, par une baisse importante des flux nets financiers, notamment les recettes touristiques, des exportations, des transferts des MRE, et des flux nets des investissements directs étrangers, ce qui devrait engendrer un repli des stocks en devises. Toutefois, le recours à l’endettement extérieur devrait alléger le creusement dans les réserves en devises ce qui devrait porter leur encours au terme de l’année 2020 à près de 212 MMDH (non compris l’utilisation de la Ligne de Précaution de la Liquidité de 3 MM dollars du FMI), en baisse par rapport à 253,4 MMDH enregistrés en 2019. Ceci ne devrait pas apaiser le besoin en liquidité du marché monétaire qui devrait s’accentuer pour atteindre 153,9 MMDH[[2]](#footnote-3), en hausse de plus de 91 MMDH par rapport à son niveau enregistré en 2019.

 Dans ces conditions, des mesures d’assouplissement monétaire ont été prises par la banque centrale afin d’atténuer la sous liquidité et soutenir la relance de l’économie nationale. Il s’agit notamment des réductions successives du taux directeur de 50 points de base, le ramenant à 1,5% en juin 2020, après la baisse de 25 points de base de 2,25% à 2% en mars dernier. Cette disposition est accompagnée par la libéralisation intégrale du compte de réserve monétaire, ramenant son taux de 2% à 0%, libérant 10 milliards de DH de liquidités qui serviraient à financer les besoins des agents économiques.

Ces dispositions permettraient d’améliorer les conditions de refinancement des banques en disposant de plus de ressources monétaires et devraient conduire ainsi à la baisse des taux d’intérêt auxquels devraient être accordés les crédits bancaires aux entreprises et aux particuliers. Dans ces conditions, les créances sur l’économie devraient progresser de près de 4,9% en 2020 au lieu de 5,6% l’année précédente.

S’agissant des créances nettes sur l’Administration Centrale, composées essentiellement des créances des autres institutions de dépôts, continueraient en 2020 de s’inscrire dans une tendance haussière, après leur ralentissement en 2019. Cette augmentation s’explique par l’évolution des portefeuilles des bons du Trésor, représentant près de 73,9% des créances des autres instituions de dépôts sur l’Administration centrale. Tenant compte de toutes ces évolutions, la création monétaire augmenterait légèrement de près de 1,6% en 2020 au lieu de 3,8% en 2019.

1. **Perspectives de l’économie nationale en 2021**

Les perspectives économiques établies pour l’année 2021 supposent la fin de la pandémie du covid-19 en décembre 2020 et se basent sur un scenario moyen de la production agricole durant la campagne 2020/2021.

Ces prévisions prennent également en considération les nouvelles tendances de l’environnement international après la crise sanitaire, notamment l’évolution des prix des matières premières et de la demande mondiale adressée au Maroc. Cette dernière devrait s’améliorer de près de 12,2% en 2021 au lieu d’une baisse de 16,2% en 2020. De plus, une reprise des transferts des marocains résidents à l’étranger et des investissements directs étrangers, devrait être attendue après leur baisse en 2020.

Sur la base de ces hypothèses, le secteur primaire devrait connaitre une hausse de l’ordre de 9,1% en 2021 au lieu d’une baisse de 5,7% attendue en 2020.

Les activités non agricoles devraient enregistrer un rythme d’accroissement modéré de l’ordre de 3,6% en 2021 au lieu d’une baisse de 5,3% en 2020, en raison, notamment, de la morosité de la croissance des secteurs des services et du BTP et des industries de transformation.

Les activités du secteur secondaire devraient dégager une valeur ajoutée en légère amélioration de 4,6% en 2021 contre un repli de 6,9% une année auparavant, profitant du bon comportement des activités minières, des industries chimiques et para-chimiques et agroalimentaires, en liaison principalement avec l’amélioration attendue de la demande extérieure. Quant aux activités des industries mécaniques, métallurgiques et électriques, celles-ci devraient pâtir des contreperformances persistantes des secteurs de l’automobile et de l’aéronautique au niveau mondial.

Parallèlement, le secteur du BTP souffrant toujours des effets négatifs de la crise sanitaire, devrait connaitre une reprise de près de 5,9% en 2021 après une chute de 12% attendue l’année en cours. C’est particulièrement la branche du Bâtiment qui devrait rester la plus lourdement impactée par la crise et la plus difficile à relancer. En effet, du côté de la demande, la réduction des emplois et des salaires sur l’ensemble des activités économiques nationales devrait entraîner une perte du pouvoir d’achat des consommateurs. Et du côté de l’offre, la baisse des ventes de logements devrait freiner considérablement les investissements des promoteurs immobiliers.

Par ailleurs, le secteur tertiaire devrait enregistrer une croissance timide de l’ordre 3,1% en 2021 au lieu d’une baisse de 4,5% en 2020 suite à la reprise très lente et graduelle des activités des services marchands, particulièrement celles du tourisme, du transport et du commerce, tirées par la demande intérieure.

Compte tenu d’une évolution de 4,9% des impôts et taxes sur produits nets de subventions, le Produit Intérieur Brut devrait enregistrer une croissance positive de 4,4% en 2021 après une récession de 5,8% attendue en 2020. En terme nominal, le Produit Intérieur Brut devrait enregistrer une progression de 5,6%. Cette évolution fait ressortir une légère hausse de l’inflation, mesurée par l’indice implicite du PIB, de 1,2% au lieu de -0,4% en 2020.

 ***Reprise timide de la demande intérieure.***

La croissance économique devrait être soutenue en 2021 par la reprise de la demande intérieure, au moment où la contribution de la demande extérieure à la croissance resterait négative.

La demande intérieure serait, ainsi, en hausse de 4,4% après son fléchissement de 4% en 2020 contribuant de 4,8 points à la croissance économique au lieu d’une contribution négative de 4,4 points en 2020.

La consommation finale nationale devrait s’accroître de 4% au lieu d’un repli de 1,5% en 2020. Sa contribution à la croissance du PIB, en amélioration, serait de 3,2 points au lieu d’une contribution négative de -1,2 point en 2020. Dans ce cadre, la consommation des ménages résidents serait en hausse de 4,1% en 2021 au lieu d’une baisse de 5,1% en 2020 et celle des administrations publiques devrait ralentir à 3,7% après 8,9% prévue pour l’année en cours.

La formation brute de capital, soutenue par la poursuite des grands projets d’infrastructure et par la reprise progressive des activités économiques, devrait connaitre une hausse en volume de 6,5% en 2021 et sa contribution à la croissance économique devrait atteindre 1,7 point. Tenant compte de la variation des stocks, l’investissement brut connaitrait une hausse de l’ordre de 5,3% avec une contribution modérée de 1,6 point à la croissance au lieu d’une contribution négative de -3,2 points prévue en 2020.

S’agissant de la demande extérieure et sur la base d’un redressement des marchés extérieurs et de l’amélioration des perspectives économiques mondiales en 2021, les échanges extérieurs devraient reprendre progressivement leur rythme d’évolution d’avant crise. Ainsi les exportations devraient progresser, enregistrant une évolution de 9,8% par rapport à une baisse de 10,9% attendue en 2020. De leur côté, les importations devraient s’aligner aux exportations avec une augmentation de 8,3% au lieu de leur recul prévu en 2020. A cet effet la contribution de la demande extérieure nette à la croissance économique nationale devrait rester négative de 0,4 point en amélioration par rapport à -1,4 point en 2020.

En tenant compte des évolutions plausibles des prix, les exportations de biens et de services en valeur devraient progresser de 8,7% tandis que les importations en valeur afficheraient une hausse de 7,7%. Ainsi, le déficit en ressources devrait atteindre 12,5% du PIB, en légère atténuation par rapport à son niveau de 2020. C’est ainsi que le compte courant de la balance des paiements dégagerait un déficit maintenu à 6,8% du PIB en 2021.

Avec un accroissement du PIB nominal de 5,6% en 2021 et de la consommation finale nationale de 5,2%, le taux d’épargne intérieure devrait s’améliorer à 19,4% du PIB en 2021 au lieu de 19,1% une année auparavant. Les transferts des MRE devraient se redresser en rapport avec l’amélioration prévue de la conjoncture économique internationale, contribuant ainsi à l’amélioration des revenus nets en provenance du reste du monde. Ces derniers devraient s’améliorer de près de 4,5% après leur baisse de 4,6% attendue en 2020, maintenant leur part dans le PIB à 4,6% du PIB. C’est ainsi que l’épargne nationale attendrait 24% du PIB au lieu de 23,7% du PIB en 2020, mais resterait inférieure au niveau d’investissement brut représentant 30,8% du PIB en 2021. De ce fait, le besoin de financement de l’économie serait maintenu à 6,8% du PIB en 2021.

***Allègement du déficit budgétaire et maintien d’un taux élevé d’endettement en 2021***

L’évolution des finances publiques en 2021 suppose une augmentation des dépenses publiques, en liaison avec les actions et mesures nécessaires pour la dynamisation et la relance de l’activité économique, qui à son tour devrait entrainer une amélioration des recettes fiscales. Dans ces conditions, les dépenses ordinaires, alourdies par la hausse attendue du budget de certains secteurs et par la rigidité à la baisse des charges de fonctionnement, continueraient d’augmenter en 2021, bien qu’à un rythme moins élevé. En pourcentage du PIB, ces dépenses se seraient stabilisées à 20,7% du PIB, après leur expansion prévue à 22,5% du PIB en 2020.

Quant aux recettes fiscales, elles devraient s’améliorer suite à la reprise attendue de l’activité économique pour représenter 18,3% du PIB en 2021 au lieu de 17,5% du PIB prévu l’année en cours. Tenant compte de la baisse attendue des recettes non fiscales, à 2,8% du PIB contre 3,2% en 2020, les recettes ordinaires devraient s’améliorer pour atteindre 21,5% du PIB en 2021.

Tenant compte des dépenses d’investissement qui devraient augmenter pour redynamiser l’activité des entreprises, particulièrement celles dépendantes des marchés publics, les finances publiques devraient connaitre un déficit budgétaire prévu à 5% du PIB en 2021 au lieu de 7,2% attendu en 2020.

Pour couvrir ce besoin de financement, le Maroc devrait effectuer une nouvelle sortie sur le marché international. Ainsi, le taux d’endettement du Trésor devrait rester élevé pour atteindre près de 72,3% du PIB quoiqu’en allégement par rapport à 74,4% prévu en 2020. Tenant compte de la dette garantie, qui devrait continuer d’augmenter, affichant un taux de croissance de 4,4%, la dette publique globale serait portée à 89,9% du PIB au lieu de 92% attendu en 2020.

***Légère amélioration des crédits à l’économie***

Les mesures d’assouplissement de la politique monétaire entamées en juin 2020 notamment les réductions du taux directeur à 1,5% et de réserve monétaire à 0%, devraient impacter l’économie nationale à travers leurs effets sur les taux d’intérêt et sur les anticipations des agents économiques. Ces évolutions associées aux perspectives de l’amélioration attendue des activités économiques en 2021, devraient stimuler les crédits bancaires, notamment ceux à l’équipement, à l’immobilier et aux entreprises non financières privées. Par conséquent, les créances sur l’économie devraient progresser de 5,4% en 2021.

De même, les créances sur l’Administration centrale devraient continuer de s’accroitre, en liaison avec le recours plus prononcé du Trésor au marché domestique pour la couverture des engagements et mesures de relance. En outre, les réserves en devises devraient s’améliorer de 6,1% pour représenter 4,8 mois d’importations, sous l’effet de la reprise modeste attendue des IDE et du recours à la dette extérieure. Par conséquent et compte tenu des prévisions retenues pour la croissance économique nationale, la masse monétaire devrait augmenter de 4,9% au lieu de 1,6% prévue l’année en cours.

***Conclusion :***

Les répercussions économiques de la pandémie donneraient lieu à un changement majeur et sans précédent dans la carte économique mondiale. L’inter-connectivité des chaines de valeurs mondiales, la concentration de certaines activités productives dans les zones fortement touchées par la pandémie, l’arrêt de certaines activités économiques et le recul de l’investissement suite au manque de visibilité, sont autant de facteurs amplificateurs des retombées négatives de la crise sanitaire sur la croissance économique et sur la situation sociale, notamment pour les couches sociales les plus défavorisées.

Cependant, malgré son effet néfaste, cette crise représente des opportunités réelles pour mettre en place des réformes structurelles et opérer des changements profonds dans la vision globale des politiques économiques et sociétales mises en vigueur.

Dans ce sillage, la crise actuelle devrait permettre au Maroc, d’établir un diagnostic profond des lacunes de son économie et d’en tirer profit. En outre, elle devrait représenter une opportunité pour une restructuration prospective globale et intégrée dans la conception des réformes, visant la réalisation du développement global du pays à moyen et long terme.

La situation de l’après crise se caractériserait certainement par une aggravation des besoins financiers en raison du recul des recettes fiscales, principale composante des ressources du budget général de l’Etat. En outre, le rôle économique de l’Etat réside dans la capacité de redynamiser l’activité des entreprises à travers la commande publique qui représente le principal canal d’activité. Ceci révèle les réformes à mettre en place au niveau du recouvrement des créances publiques et de la gestion rationnelle de la dépense publique dans une approche cohérente et simultanée afin d’assurer une intervention Etatique puissante et efficace.

La nécessité de la mobilisation élargie des instruments des politiques économiques dans l’objectif d’une relance économique poussée, nous renseigne sur les défis que les politiques budgétaire et monétaire sont appelées à surmonter. Cette relance ne devrait pas être le résultat d’une politique unilatérale de dépense publique croissante, mais aussi le fruit d’une intervention profonde et efficace de la politique monétaire. Un jumelage entre la politique monétaire et budgétaire semble être inéluctable dans la phase de l’après covid-19. Cette instrumentalisation simultanée des politiques permettrait une consolidation des équilibres macro-économiques et une redynamisation accélérée du tissu entrepreneurial national.

A cet effet, la dynamisation des crédits et la facilitation de l’accès au financement contribuerait à soutenir l’activité des entreprises et rattraper progressivement les effets néfastes de la crise. Cette orientation nécessiterait une politique monétaire plus accommandante, visant l’expansion des investissements du tissu entrepreneurial avec un coût séduisant qui peut stimuler par conséquent le recours au financement bancaire. Il est à mentionner dans ce sens que le recours au financement bancaire ne devrait plus représenter une charge lourde pour la trésorerie des entreprises, car cela ne représente pas seulement un frein à l’expansion de leurs investissements mais il donne naissance à une sorte de préférence à l’utilisation de fonds propres au lieu d’un financement bancaire couteux.

**ANNEXE**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2018 | 2019 | 2020\* | 2021\*\* |
| VALEURS AJOUTEESET PIB EN VOLUME (VARIATION EN %) |
| Valeur ajoutée totale | 3,0 | 2,5 | -5,3 | 4,4 |
| Valeur ajoutée primaire | 2,4 | -4,6 | -5,7 | 9,1 |
| Valeur ajoutée non agricole | 3,0 | 3,7 | -5,3 | 3,6 |
| Valeur ajoutée secondaire | 3,0 | 3,5 | -6,9 | 4,6 |
| Valeur ajoutée tertiaire | 3,1 | 3,8 | -4,5 | 3,1 |
| Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS) | 4,6 | 2,0 | -9,0 | 4,9 |
| PIB non agricole (VA +ITS) | 3,2 | 3,5 | -5,8 | 3,8 |
| PIB en volume | **3,1** | **2,5** | **-5,8** | **4,4** |
| Variation du prix implicite du PIB | 1,1 | 1,3 | -0,4 | 1,2 |
| EQUILIBRE RESSOURCES-EMPLOIS EN VOLUME (VARIATION EN %) |
| Consommation finale | 3,2 | 2,1 | -1,5 | 4,0 |
| Ménages résidents | 3,4 | 1,8 | -5,1 | 4,1 |
| Administrations publiques | 2,5 | 3,1 | 8,9 | 3,7 |
| FBCF | 1,2 | 0,9 | -8,7 | 6,5 |
| Exportations de biens et services | 5,8 | 5,8 | -10,9 | 9,8 |
| Importations de biens et services | 7,5 | 3,4 | -6,0 | 8,3 |
| RATIOS DE PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES (EN % DU PIB) |
| Epargne intérieure | 23 | 23,3 | 19,1 | 19,4 |
| Epargne nationale  | 27,8 | 27,8 | 23,7 | 24,0 |
| Investissement brut | 33,5 | 32,2 | 30,6 | 30,8 |
| Solde de financement | -5,9 | -4,4 | -6,9 | -6,8 |
| Déficit budgétaire | -3,8 | -3,6 | -7,4 | -5,0 |
| Dette publique globale | 81,3 | 80,5 | 92,0 | 89,9 |
| Dette de Trésor | 65,2 | 65,0 | 74,4 | 72,3 |
| Réserves en mois d’importations  | 4,8 | 5,2 | 4,9 | 4,8 |

(\*)  (\*\*) : Prévisions pour : 2020 et 2021

1. Rapport du FMI- Juin 2020 [↑](#footnote-ref-2)
2. : Source: Bank Al Maghreb Rapport sur la politique monétaire Juin 2020 [↑](#footnote-ref-3)